

Burundi : La visite de Vanackere

Le Soir, 5 juin 2011

« Ici, la Belgique est importante ! » Bujumbura « De notre envoyée spéciale Véronique Kiesel à la ville, ça va. Mais autour de la capitale et dans d'autres parties du pays, la situation est plus difficile. » Rencontre sur le marché de Bujumbura, Pierre est moyennement confiant. « Nous avons eu une si longue guerre ici, nous sommes tous fatigués de la violence. Mais dans le Bujumbura rural, la campagne proche, ma famille a peur. Ils préfèrent venir dormir en ville et retourner travailler leurs champs durant la journée. Ce week-end, il y a encore eu dix civils tués pas très loin. Le gouvernement dit que c'est de la criminalité : il y a c'est vrai beaucoup d'armes qui circulent, mais il y a aussi... Les Forces nationales de libération étaient un mouvement rebelle hutu qui luttait jadis en parallèle avec un autre mouvement hutu armé, le CNDD-FDD, contre le pouvoir tutsi. Le CNDD-FDD s'est engagé le premier en politique, et a remporté les élections de 2010. Le FNL, à l'époque, au terme d'un long processus de paix, le dernier à renoncer à la lutte armée. Il croyait en sa victoire lors des dernières élections mais a été amèrement déçu. Il est d'ailleurs... suite du processus électoral et une partie de ses combattants ont repris les armes, au Burundi mais aussi au Congo, participant à cette nouvelle vague d'insécurité. C'est dans ce climat d'incertitude que le ministre belge des Affaires étrangères Steven Vanackere a passé, de jeudi à ce samedi, deux jours et demi au Burundi. « Au Burundi, nous sommes toujours un pays important, sourit le ministre belge. Notamment parce que nous sommes le premier bailleur international. Notre aide au développement est, sur quatre ans, de 150 millions d'euros, plus 50 millions de fonds conditionnels, qui seront libérés notamment si des progrès en termes de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption sont réalisés. Le Congo, 80 fois plus grand que le Burundi, ne reçoit que le double. Notre effort ici est donc réellement important. Et, contrairement au Congo, les autres pays ne nous font pas, financièrement ni politiquement, une concurrence féroce ! » Des représentants internationaux nombreux sont en effet les pays occidentaux qui mettent fin à leurs programmes d'aide au Burundi, estimant que la terrible guerre qui a ravagé ce pays à partir de 1993 appartient au passé. Ce désistement international s'explique aussi par le peu de perspectives économiques de ce petit pays. Actuellement, la principale brasserie nationale fournit elle seule 14 % des impôts. Il y a certes du nickel, de l'or et du coltan dans le sous-sol burundais, mais on n'en est qu'à l'étape de la prospection. « Un des messages que nous voulons faire passer Vanackere, c'est que le président Pierre Nkurunziza, qui a été élu il y a un an, mais était le seul candidat, l'opposition s'étant retirée, englobe l'opposition dans les grands débats portant sur l'avenir du pays. C'est essentiel pour l'avenir. »